



**LA CGT : SYNDICAT DE LUTTE
DEPUIS 1895 ! 130^{ème} ANNIVERSAIRE**



« POUR S'IMPLANTER, LE TOTALITARISME A BESOIN
D'INDIVIDUS ISOLÉS ET DÉCULTURÉS, DÉRACINÉS DES
RAPPORTS SOCIAUX ORGANIQUES, ATOMISÉS SOCIALEMENT
ET POUSSÉS À UN ÉGOÏSME EXTRÊME » H. ARENDT

Mutations : on commence par les cadres

TOUS les postes de A+ et A au choix ! Bientôt la fin de nos choix pour tous ? (voir sur notre site)

Entretien professionnel 2025

Si vous souhaitez vous y rendre (c'est une faculté) vous devez le préparer (voir [sur notre site](#))



Macron et le PS, main dans la main, imposent un budget austéritaire

« Qui aurait pu prédire ? » : le PS a annoncé ne pas voter la censure du gouvernement de François Bayrou après l'utilisation par ce dernier du 49.3, le 3 février, pour faire passer, de force et sans débats, un budget 2025 en tout point identique à celui présenté par Michel Barnier en décembre dernier, rejeté par la population et censuré par les parlementaires.

La suite [sur notre site](#)

**8 MARS
14H30 PLACE JEAN
JAURES A TROYES
POUR L'EQUALITE SALARIALE !
FAITES LE PETIT QUIZZ**

LA FORCE DES TRAVAILLEURS ? C'EST LA GRÈVE !

Avec un budget 2025 austéritaire et d'une violence sociale inouïe, le gouvernement le plus illégitime de la 5e république impose aux travailleurs et à notre peuple « des larmes, de la sueur et du sang » pour garantir les profits des grands groupes capitalistes qui ferment les usines et organisent le chômage.

Si l'Assemblée nationale est éclatée en de multiples groupes parlementaires, une majorité parlementaire existe, à géométrie variable et non assumée, opportuniste et institutionnalisée et qui, pour le moment, va déjà du Parti Socialiste au Rassemblement national en passant par la Macronie et la droite.

La suite [sur notre site](#)

Contre les régressions imposées par le budget du gouvernement Bayrou : la lutte et pas de dialogue social

Pour imposer la loi de finances et le budget de la Sécurité sociale, Bayrou aura recours 4 fois à l'article 49.3 de la Constitution, dont 3 fois pour faire adopter le PLFSS. Il justifie cette cascade de 49.3 par « un devoir d'urgence... »

La suite [sur notre site](#)

LE CHIFFRE QUI TUE ...

9 ... C'est le nombre d'années pour lequel a été élu un corrompu au conseil constitutionnel avec la complicité du RN qui a, une nouvelle fois, sauvé un macroniste de la pire espèce.

Indécente « fronde patronale »

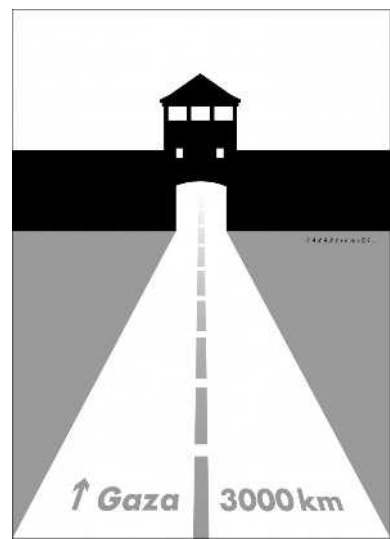
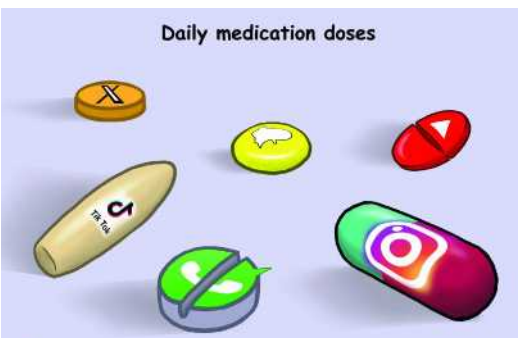
Depuis quelques années, la France est entrée, à l'instar des autres pays, dans une ère dite de « post-vérité ». Concrètement : les mots ne veulent plus rien dire et on peut entendre des ministres, des patrons, éditorialistes et autres « autorités » intellectuelles raconter n'importe quoi, au vu et au su de tous et de toutes, à l'instar des propos sidérants et mensongers d'Elisabeth Borne au sujet de la carte vitale.

La suite [sur notre site](#)

Contre la liquidation de la France ouvrière : LA LUTTE DES CLASSES

Plus de 4000 syndicalistes CGT se sont rassemblés à Paris le 22 janvier dernier, à l'initiative notamment de la FNIC CGT, pour exiger l'interdiction des plans antisociaux et de tous les licenciements. Ce grand rassemblement, avec la participation d'autres fédérations CGT, est une nouvelle étape dans la construction du rapport de force.

Lire [sur notre site](#)



LE SOIN DES CADRES ET TECHNICIENS AVEC L'UGICT-CGT



INGÉS, CADRES, TECHS : NOS RETRAITES SONT DANS LE VISEUR DU GOUVERNEMENT

Un nouveau deal émerge entre le Medef et le gouvernement. Leur objectif : abaisser à 63 ans l'âge de départ en retraite, en contrepartie d'un nouvel allongement de la durée de cotisation exigée.

Allonger la durée des cotisations, encore ?

Imaginons une carrière parfaite : vous êtes diplômée bac+5 à 23 ans, vous trouvez immédiatement un emploi stable en CDI, et ne connaissez aucune période de chômage même en fin de carrière (mais, tout le monde le sait, cela n'existe pas) : vous devriez travailler jusqu'à $23 + 43 \text{ ans} = 66 \text{ ans}$! Mais d'ores et déjà, pour percevoir une pension sans décote ni proratisation, nombre d'entre nous devons travailler jusqu'à 67 ans.

Et si vous êtes diplômées d'un bac+2, les années de précarité de début de carrière plus celles de fin de carrière ne vous permettront pas de liquider avant 66 ans sauf à subir une décote et une proratisation qui amputeront définitivement votre pension. En somme, il faudrait choisir entre le montant de sa pension et l'âge de départ en retraite !

Ou ... valider les années d'études !

Les employeurs ne s'y trompent pas : ils ont à gagner au change en demandant toujours plus de qualifications aux jeunes diplômées et en ne souhaitant pas les former eux-mêmes, car ça ne leur coûte rien ! Travail, temps, argent : tout repose sur les étudiantes et leur famille. Sauf à la sortie d'une poignée de grandes écoles (Polytechnique, Normale sup...), nos années d'étude ne comptent pas pour la retraite.

Est-ce que cela veut dire que le développement économique de la France, dans le respect des enjeux environnementaux, sa ré-industrialisation, sa souveraineté en matière d'intelligence artificielle (...) ne requièrent pas toujours plus de qualifications ? Y-a-t-il en France trop de médecins, trop d'infirmier·es, trop d'enseignant·es ?

Et reconnaître l'usure professionnelle

Alors ne demandons pas à notre jeunesse de choisir entre sa qualification et l'âge de départ en retraite : prenons en compte les années d'étude ! Et cette demande est d'autant plus légitime que la pénibilité des métiers d'ingés, cadres et professions intermédiaires n'est pas reconnue. Pourtant, le stress, les effets cardio-vasculaires de la charge mentale décuplée avec le déploiement du numérique, le burnout (...) ne sont pas des affections réversibles qui disparaîtraient avec la cessation de l'activité professionnelle. Elles sont le signe d'une usure professionnelle et impactent notre espérance de vie, dont celle en bonne santé, une fois la retraite liquidée.

Pour la reconnaissance de nos qualifications et la prise en compte des années d'étude

- Pour un niveau licence, la validation de 3 années d'étude, plus une 4e en cas de redoublement ;
- Pour un master 2, deux années supplémentaires validées, plus une 3e en cas de redoublement : au total, la possibilité de valider 7 années, selon le principe en cours pour l'attribution des bourses ;
- L'acquittement d'une cotisation forfaitaire annuelle d'une centaine d'euros pour concrétiser l'acquisition de leurs droits, le reste du financement étant à répartir entre les employeurs privés et publics qui exploiteront leurs qualifications.

Ingés, cadres, techs : nous représentons plus de la moitié du salariat : rien ne peut se faire sans nous et contre notre mobilisation ! En informant nos collègues, en contactant la CGT pour être aidées dans l'organisation d'initiatives collectives, en entamant des négociations pour le rachat de nos années d'études par l'employeur : nous pouvons faire bouger les lignes.

La "guerre" de Gaza n'est qu'un mensonge, comme le cessez-le-feu, d'ailleurs.

La visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à la Maison Blanche cette semaine a fait tomber les masques sur 16 mois de manipulation des dirigeants occidentaux et de l'ensemble des médias de l'establishment occidental.

Le président des États-Unis Donald Trump a finalement renoncé au vernis washingtonien sur la destruction génocidaire de Gaza par Israël.

Il s'est toujours agi, nous a-t-il dit, d'un massacre made in USA. Selon ses propres termes, Washington va maintenant "prendre le contrôle" de Gaza et être celui qui va s'occuper de sa valorisation.

Le but de ce massacre a toujours été le nettoyage ethnique.

La suite [sur notre site](#)



L'Europe entre dans son siècle d'humiliation

Malheureusement, tout s'est passé comme prévu : après la réunion de Macron à Paris, M. Rutte de l'OTAN a fièrement annoncé que l'Europe était « prête et désireuse de s'engager » pour fournir des garanties de sécurité à l'Ukraine.

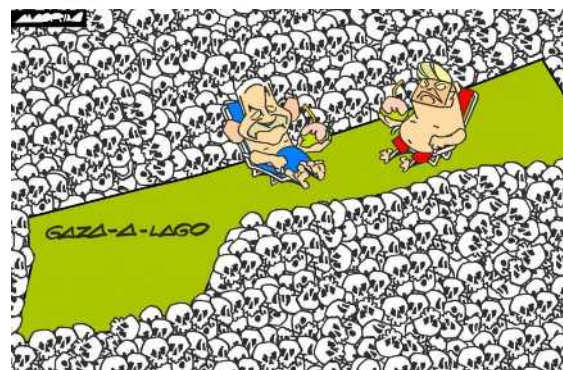
Cela qu'ils veulent dire, c'est que l'Europe paiera avec enthousiasme la facture de n'importe quel arrangement décidé au-dessus de leurs têtes ; elle se porte ainsi volontaire pour financer sans limite un accord qu'ils n'ont explicitement pas été autorisés à négocier.

La suite [sur notre site](#)

Vingt deux cinéastes palestiniens filment leur quotidien à Gaza

Malgré les bombardements, 22 cinéastes palestiniens filment leur quotidien à Gaza sous l'offensive israélienne d'octobre 2023. Supervisée par Rashid Masharawi, l'anthologie From Ground Zero offre un témoignage brut, présélectionné aux Oscars 2025 dans les catégories Meilleur film international et Meilleur documentaire.

La suite [sur notre site](#)



SE SYNDIQUER !

Pourquoi ? ... parce qu'à la CGT on vous considère comme des acteurs et non comme des consommateurs. Un doute ? Contactez-nous !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :

Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre



Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
<https://10.cgtfinespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr



Le Mali dénonce l'utilisation de l'aide financière étrangère comme "instrument de déstabilisation"

La diplomatie malienne pointe dans un communiqué le danger des fonds détournés au profit du "financement des réseaux terroristes" devenant alors un "moyen de violation de la souveraineté de nos États".

Cette publication fait suite à l'annonce de l'annulation d'une supposée subvention de 14 millions de dollars pour soutenir la cohésion sociale au Mali. Une information du Département de l'efficacité gouvernementale des États-Unis (DOGE) qui a été accueillie "avec surprise" par Bamako.

À en croire le communiqué, le Mali ignorait l'existence d'une telle aide dont le bénéficiaire semble rester inconnu.

Le ministère des Affaires étrangères invite Washington à "engager des poursuites judiciaires" contre les responsables de ce détournement "pour financer le terrorisme international".

Depuis deux ans, Bamako a refusé de signer l'accord quinquennal de subvention d'objectif de développement avec les États-Unis sur le financement des projets de USAID, rappelle la diplomatie du pays africain.

Par ailleurs, Bamako dit se reconnaître dans l'effort de la nouvelle administration américaine "visant à assainir et à humaniser" leur aide. Il salue les actions contre son "utilisation subversive et non conforme aux besoins essentiels des bénéficiaires".



S'agit-il d'une aide étrangère ou d'une action secrète?

La décision de l'administration Trump de réduire les dépenses des agences gouvernementales qui sont ostensiblement engagées dans des activités caritatives, éducatives et autres activités de construction nationale à l'étranger et aux États-Unis a suscité une vive controverse.

Ces dépenses, qui s'élèvent à des dizaines de milliards de dollars, ont contribué à produire des déficits budgétaires qui ont explosé au XXI^e siècle, en grande partie en raison de l'essor des activités à l'étranger qui s'est produit après le traumatisme du 11 septembre, lorsque les suprémacistes juifs ont décidé que les États-Unis devaient servir de gendarme d'Israël au Moyen-Orient pour permettre l'expansion de l'État juif sous le couvert de le rendre « sûr ».

Alors que les États-Unis frôlent désormais la faillite en raison de leurs dettes insoutenables, la deuxième incarnation de l'administration Trump s'est concentrée sur la réduction des budgets dans les domaines qu'elle considère comme occupés par l'ennemi, ce qui signifie souvent « réveillés » ou institutionnellement alliés aux démocrates.

Les programmes sociaux ainsi que les dépenses hypertrophiées du ministère de la défense ont été considérés comme des cibles adéquates. Ainsi, dès la première semaine de février, la Maison-Blanche s'est attaquée à un certain nombre d'agences gouvernementales, réclamant notamment des coupes sombres dans les dépenses du Pentagone et l'élimination complète du ministère de l'éducation.

La suite sur [notre site](#)

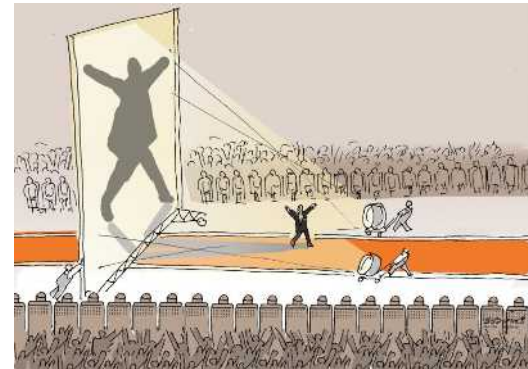


De la brutalité de l'impérialisme

Si Donald Trump nous avait habitués à ses outrances, son début de 2^e mandat parvient à sidérer encore ceux qui voient ses déclarations, notamment de politique étrangère, comme des « délires ».

Après ses propos sur le Groenland, le Canada, le Mexique, le canal de Panama, l'Afrique du Sud, la Chine ou même l'Europe, le président fraîchement réélu s'en prend à la bande de Gaza et à ses habitants de façon extrêmement brutale.

La suite sur [notre site](#)



La France et la gauche en PLS

Face à la situation actuelle en France, la gauche se trouve en situation de PLS (PLS : position latérale de sécurité....). À la veille de la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de budget de l'État du gouvernement Bayrou, le député LIOT et rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, Charles de Courson, tire la sonnette d'alarme.

À ses yeux, les hypothèses de croissance, d'inflation et de recettes fiscales prises par le gouvernement sont trop favorables pour limiter le déficit à 5,4 % du PIB. Il prédit donc un déficit plus important. Il y a donc un mensonge du gouvernement Macron-Barnier.

La suite sur [notre site](#)

cgt

cgt

Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
<https://10.cgtfiancespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgifp.finances.gouv.fr